



PREMIER MINISTRE

*Pôle Stratégie, Médias et
Communication*

Hôtel de Matignon le 23 juillet 2013

**Discours de Jean-Marc Ayrault, Premier ministre,
à Crolles**

Lundi 22 juillet 2013

Je crois que Mesdames, Messieurs, vous avez raison d'applaudir chaleureusement Carlo Bozotti car vous applaudissez non seulement une personne mais vous applaudissez aussi un industriel et je voudrais vraiment saluer d'abord l'esprit d'entreprise, l'esprit d'invention et je voudrais associer à ces remerciements Monsieur Didier Lombard, et tous ceux qui sont partenaires ici et qui sont responsables de ces entreprises et tous les salariés de STMicroelectronics, j'en ai vu quelques-uns mais je voudrais les associer à ce beau succès, à cette belle ambition industrielle qui vous fait honneur. Cet honneur, nous voulons aujourd'hui le partager.

Mesdames et Monsieur les Ministres, merci de m'avoir accompagné pour cette visite. Vous avez tous les trois à mes côtés pris part, une part active pour mener à bien le projet ambitieux de STMicroelectronics. Merci mon cher François Brottes de m'accueillir ici, j'étais venu à Crolles à ton invitation il y a quelques années mais le temps pour la visite n'avait pas été suffisant pour m'attarder et prendre le temps de découvrir STMicroelectronics. Je dois dire qu'aujourd'hui j'ai été servi, j'ai visité dans ma vie beaucoup de salles blanches, il faut toujours s'habiller avec élégance mais une salle blanche de cette taille, je n'en avais encore jamais vu et je crois qu'elle est unique pas seulement en France mais en Europe et elle est le reflet de la capacité de STMicroelectronics à inscrire son avenir dans un environnement mondial où vous avez pris toute votre place ; vos concurrents, ils ne sont pas très nombreux, ils sont aux Etats-Unis, ils sont à Taiwan et donc en Europe et ici à Crolles, vous êtes les seuls et je voulais, Monsieur, Mesdames et Messieurs les élus saluer l'écosystème qui permet d'avancer. On m'a dit plusieurs fois qu'il y avait un écosystème particulièrement cohérent. Monsieur Bigot, Monsieur Jean Therme, j'ai pu à Grenoble m'en rendre compte ; je ne suis pas surpris, je sais quelle est la démarche entreprise depuis tant d'années avec le CEA, avec le CEA-Technologies, je sais ce qu'il faut d'intelligence et de mariage pour la recherche développement efficace mais l'écosystème, je dois dire qu'il n'est pas seulement qu'industriel, qu'il n'est pas seulement technologique, qu'il n'est pas seulement celui des chercheurs, il est aussi politique et s'il n'y avait pas eu cette volonté partagée quelles que soient les alternances pour dans la durée inscrire un soutien à ce projet, eh bien je crois que les choses n'auraient pas été possibles. Donc je voudrais associer Monsieur le préfet, bien sûr l'Etat que je représente aujourd'hui mais les parlementaires que je salue, je voudrais associer la vice-présidente de la région et puis, je voudrais associer le président du conseil général, André Vallini, je dois dire qu'il a été le premier à faire délibérer son assemblée – je crois que c'était ces derniers jours – pour apporter son concours à ce projet, et puis bien sûr, les élus de Crolles et de la communauté d'ici et tous ceux qui se mobilisent depuis tant d'années, qui

assurent la continuité. La continuité, ce n'est pas simplement de préserver, ce n'est pas simplement d'être défensif mais c'est d'être offensif. Et c'est vrai que si on n'est pas déterminé en permanence à agir pour garder une avant-garde technologique, alors on pourra préserver encore quelque temps, on pourra résister encore quelques années mais viendra le temps brutal des conséquences économiques, sociales qui vont accabler tout un territoire, qui vont se traduire par des pertes d'emplois, par des pertes de richesses, par des pertes aussi qui vont décourager, désespérer des territoires entiers. Eh bien, ici, dans cette région de Grenoble, Monsieur le député-maire de Grenoble, je crois que vous pouvez être fiers, vous pouvez être fiers d'avoir été classés il n'y a pas longtemps 5^{ème} ville au rang mondial par le magazine « Forbes », je dois dire pas forcément pour la fortune des habitants de Grenoble, ce n'est pas un classement, c'est un classement justement pour l'intelligence du territoire, pour la capacité à investir dans l'innovation, investir dans la recherche, investir dans les transferts technologiques. C'est l'œuvre collective et pas seulement de la ville de Grenoble mais la ville de Grenoble qui devient maintenant une métropole par la loi votée vendredi dernier. La ville de Grenoble c'est une des villes, peut-être je crois la première ville en France où il y a autant de brevets qui sont déposés et donc si on cherche en visitant la France où il y a de l'énergie, de l'intelligence, des capacités à mobiliser, préparer l'avenir, si on cherche une inspiration anticrise, si on cherche une inspiration anti-déclin, alors, je dis : venez à Grenoble, venez à Grenoble. Il existe en France partout de l'intelligence, partout de la volonté pour réussir et pour se battre. Alors non il n'y a pas de raison de baisser les bras et moi, je dis, je le répète, partout : arrêtons ces discours de déclin, de France qui n'aurait plus d'avenir, de France qui serait perdue. Nous sommes encore la cinquième puissance économique du monde, nous sommes la deuxième d'Europe et nous avons vocation à réussir et amplifier ce que vous faites ici et c'est ça que je suis venu, avec les membres de mon gouvernement, saluer et encourager !

Le 9 juillet dernier j'ai présenté – c'était donc il y a quelques jours – le plan « Investir pour la France ». C'est un plan ambitieux et qui est financé et qui donne à notre pays les moyens de se projeter dans l'avenir. Je dis bien « se projeter dans l'avenir ». J'ai précisé à cette occasion les priorités qui guident les choix de l'Etat, lorsqu'il investit au côté des collectivités locales : c'est le cas par exemple pour faciliter la mobilité au quotidien, des investissements massifs dans les transports ferroviaires et l'actualité tragique nous rappelle à quel il est point il est nécessaire de remettre à niveau notre réseau ferroviaire grâce à des transports sûrs, performants, qu'il est nécessaire aussi d'investir dans le logement et pas seulement la construction neuve mais aussi la qualification, la revitalisation des quartiers, le plan de rénovation urbaine pour sa deuxième phase comme vous le faites ici dans cette région Rhône-Alpes et dans d'autres régions de France sans oublier l'isolation thermique pour gagner en performance, réduire la facture énergétique, gagner en pouvoir d'achat, moderniser le réseau hospitalier ou encore déployer l'Internet à très haut débit sur tout le territoire.

Il s'agit d'offrir à nos concitoyens, partout en France, une haute qualité de service. Ce sont des programmes d'intérêt général, dont le gouvernement garantit le financement sur les dix à quinze prochaines années. J'ai indiqué aussi les secteurs d'activité dans lesquels l'effort d'investissement public doit être accru au service de l'investissement, de l'innovation, de l'emploi et le caractère durable de notre développement économique : c'est le chantier de la transition énergétique et écologique, c'est l'innovation industrielle comme nous le voyons ici et le secteur de la santé. La recherche publique, elle doit avoir avant tout une double mission : permettre d'investir là où nous savons que pour l'avenir, les secteurs qui auront été choisis – et c'est tout le chantier qui a lieu dans le cadre du Conseil national de l'Industrie où avec les partenaires économiques et sociaux, nous essayons de bien préciser quelles sont les priorités du pays. Et puis, le deuxième sens de cet investissement, c'est de jouer un effet de levier. Quand on investit un euro public, c'est deux, trois, quatre euros privés qui sont investis grâce au soutien des collectivités locales et de l'Europe. L'Etat, les régions, les départements, les

métropoles, les collectivités doivent encourager partout cette démarche. Ce que le gouvernement a lancé le 9, je vous invite à vous en saisir, dans les futurs contrats de plan Etat / région dont la négociation va commencer, Monsieur le préfet, Madame la vice-présidente de la région, mais aussi les autres niveaux de collectivité à compter de septembre. Servez-vous de ce que l'argent public de l'Etat aura permis de mobiliser pour vous aussi vous mobiliser sur ces objectifs prioritaires. C'est cette stratégie que je suis venu rappeler ici au pied de la Dent de Crolles. Je l'ai vue en arrivant et je dois dire que c'est impressionnant et ce qui est impressionnant, c'est de découvrir auprès de ces paysages magnifiques STMicroelectronics : dans ce paysage de grandeur, qui nous conduit à nous élever, à regarder très loin, et de voir ici que l'entreprise est spécialisée dans l'infiniment petit.

L'Etat a donc décidé de s'engager après de longues discussions et négociations pour être sûr que le choix était pertinent. Vous avez été nombreux à être les porte-paroles, je pense en particulier à François Brottes, pour nous convaincre mais ce sont d'abord les industriels qui nous ont convaincus. 600 millions d'euros c'est ce que l'Etat va investir dans le nouveau programme de recherche Nano 2017. Votre entreprise a décidé de lancer en partenariat avec le CEA, l'université de Grenoble, d'autres acteurs privés et publics, avec de grands groupes mais aussi beaucoup de PME cette nouvelle étape de son histoire industrielle. A ce soutien de l'Etat se joindront donc les collectivités locales et au total l'ensemble des porteurs du programme engageront plus de trois milliards d'euros d'investissements industriels ou de recherche d'ici 2017, c'est donc extrêmement important. Cela permettra de doubler la capacité du site. La microélectronique, François Brottes le rappelait, est né ici même il y a bientôt 60 ans, à Grenoble, et elle est aujourd'hui présente dans la plupart des objets de la vie courante de nos concitoyens. C'est grâce aux recherches menées par l'ensemble des partenaires autour du CEA, de STMicroelectronics que la miniaturisation rend sans cesse possible de nouveaux usages dans le domaine de la santé, pour les objets connectés par exemple ou bientôt dans la « Silver économie ». J'ai pu découvrir à Minattec les innovations que produisent vos PME grâce aux nanotechnologies mises au point par les chercheurs. Le laboratoire LETI du CEA est d'ailleurs l'un des tout premiers instituts de recherche publique au monde dans le domaine de la micro-nanoélectronique.

C'est donc cela l'investissement public de l'Etat, c'est cela que nous voulons stimuler, l'excellence, l'avant-garde technologique et le projet nano 2017 en offre une illustration remarquable. Il y a le campus Minattec, je l'ai cité, mais il y a également le pôle de compétitivité de niveau international Minalogic et un tissu très important de PME locales, partenaires et sous-traitants. Ce sont aujourd'hui 130 entreprises qui se sont associées à ce modèle de collaboration entre industrie et recherche, un modèle qui a permis de créer 24 000 emplois directs ou induits depuis 10 ans. C'est donc un vrai projet structurant que nous saluons aujourd'hui, l'un des leaders mondiaux des semi-conducteurs. L'actionnariat paritaire franco-italien est également un atout important pour le groupe car il permet d'accompagner ces projets de développement en préservant le savoir-faire qui existe en France mais aussi en Italie. Au-delà de STM, de son développement qui est une chance pour la France et l'Europe, le projet Nano 2017 est un projet d'intérêt général pour notre industrie dans une compétition, vous le savez, mondiale toujours plus intense, où les protagonistes sont de moins en moins nombreux, c'est ce qui signifie la nécessité de l'investissement public de l'Etat. A un niveau, il faut le dire, très élevé, beaucoup envierait ce niveau d'investissement mais c'est un choix stratégique. On investit vraiment ou on ne le fait pas. Nous avons décidé de le faire totalement. La France n'agit pas seule, j'évoquais l'Europe qui se donne pour objectif de créer une véritable filière à l'échelle du continent. La commissaire Neelie Kroes a annoncé le lancement d'un programme de 10 milliards d'euros sur sept ans pour développer les technologies clés, génériques et le site de Grenoble Crolles sera avec Dresde, vous l'avez rappelé, et Eindhoven l'un des trois piliers de cette stratégie européenne.

Mesdames, Messieurs, encore une fois je voudrais vous le redire, nous sommes engagés dans une action difficile. Je le dis souvent mais qui s'appuie sur trois piliers et qui ne peuvent pas marcher l'un sans l'autre. Vous allez me dire marcher sur trois pieds c'est compliqué, justement c'est compliqué ce que nous avons à faire. Ce que nous avons à faire c'est d'abord de mettre de l'ordre dans nos finances publiques, il n'y a pas d'échappatoire possible, on peut continuer le laisser-aller de toutes ces années où la dette en cinq ans a augmenté de 600 milliards, où le taux par rapport à la richesse nationale d'endettement explose. Il faut stopper, il faut éviter de vivre au-dessus de ses moyens. L'objectif n'est pas un but en soi, l'objectif c'est de retrouver des marges de manœuvre pour préparer l'avenir, pour investir et pour engager les réformes nécessaires. Donc cet effort d'assainissement, je dis bien effort parce que nous demandons un effort aux Français, nous demandons un effort aux ménages, nous demandons un effort aux collectivités locales, nous demandons un effort aux entreprises, il a un but, il a un sens et il va payer. Mais si nous ne l'avons pas fait, alors nous serions dans la très grande difficulté. Puis le deuxième pilier c'est d'engager des réformes en profondeur. La réforme de notre système éducatif, quand on voit le classement de nos écoles, de notre système scolaire, il a beaucoup d'atouts mais il ne permet pas à toute la jeunesse de notre pays de préparer vraiment dans de bonnes conditions son avenir. Les classements PISA sont là pour le rappeler, c'est pour ça que nous avons lancé le chantier de la refondation de l'école. La prochaine rentrée scolaire sera une étape mais qu'une étape, c'est un chantier de longue haleine de l'école primaire jusqu'à l'université. Bannir enfin l'échec à l'école, l'échec dans les premiers cycles universitaires.

Puis c'est aussi la réforme de notre mix énergétique qui associera à la fois du nucléaire et des énergies renouvelables mais aussi l'efficacité énergétique, ce qui veut dire aussi dialoguer, trouver le bon équilibre, ne pas casser ce qui marche, nous inscrire dans l'avenir par rapport au réchauffement climatique, je parlais tout à l'heure des économies d'énergie dans le logement, dans les transports. Il faut aussi investir, il faut aussi innover et je sais que dans votre région vous travaillez aussi sur ces questions de la transition énergétique. C'est aussi les réformes de notre modèle social, notre modèle social c'est à la fois la politique de la famille, nous l'avons sauvée. Nous avons aussi à sauver notre système de santé, le perfectionner davantage, permettre l'accès aux soins de tous. C'est à Grenoble que j'ai annoncé la stratégie nationale de santé, chantier de longue haleine. Il y a le chantier des retraites qu'il faudra sauver, qu'il faut réformer mais tout cela non pas pour détruire notre système social auquel les Français sont attachés, le réformer pour le faire durer, c'est nécessaire. Et le troisième pilier c'est la préparation des investissements de l'avenir, ce que nous avons entrepris, ce que vous faites déjà et qu'il faut amplifier.

Enfin c'est aussi la réorientation de l'Europe, vous parlez de l'Europe, Monsieur Bozotti, tout à l'heure, vous aviez raison, l'Europe au service de la croissance, c'est un combat que le président de la République a commencé dès le premier jour de sa prise de fonction. Il faut poursuivre mais en même temps d'abord compter sur nos propres forces nous les Français et ces forces elles existent ! Vous êtes ces forces-là et je suis encore une fois venu vous le dire, c'est un message de confiance dans l'avenir, c'est un message de mobilisation auquel je vous appelle. Ne renonçons pas à ce que nous sommes, faisons les réformes courageuses qu'il faut pour le pays mais avançons ensemble pour la France, je crois que nous en avons les capacités. Alors je le dis à mes interlocuteurs, ceux que je ne rencontre pas seulement en province dans mes déplacements, je le dis aussi à mes interlocuteurs, les partenaires sociaux, tous les responsables, tous ceux qui ont quelque chose à dire, « dites ce que vous pensez, regardons en face la réalité mais ayez aussi vous-mêmes un discours mobilisateur ». L'Etat prendra ses responsabilités mais l'Etat a besoin de tous les acteurs de la société, les entreprises, les partenaires sociaux, les collectivités locales, les universités, les associations et les citoyens. C'est à cette mobilisation que je vous convie encore davantage et en partant de Crolles ce soir j'aurai encore plus d'énergie pour défendre cette conviction ! Merci.